OVNIs : un haut gradé américain brise le silence – vers une divulgation contrôlée ?



Une nouvelle révélation d'un haut gradé américain relance le débat sur la transparence du gouvernement des États-Unis face au phénomène OVNI. Dans un rapport explosif publié par la **Sol Foundation**, un centre de recherche dédié aux *phénomènes anormaux non identifiés* (ou UAPs en anglais), le **colonel à la retraite Karl E. Nell** , aujourd'hui cadre dirigeant dans l'aérospatiale, affirme que les États-Unis – à travers des agences gouvernementales et des entreprises privées – détiendraient des matériaux et technologies **« potentiellement non humains »**.

Ces artefacts, prétendument récupérés lors d'incidents impliquant des objets volants non identifiés, seraient étudiés dans un **vide juridique et politique**, échappant à tout **contrôle civil ou législatif**. Le témoignage de Nell, loin d'être isolé, s'ajoute à une série de déclarations de responsables militaires et du renseignement qui, ces dernières années, réclament une plus grande transparence sur un sujet longtemps cantonné aux marges du discours officiel.

Une loi pour sortir de l'ombre

Pour faire face à cette opacité, le colonel Nell soutient activement le **Unidentified Anomalous Phenomena Disclosure Act**. Cette proposition de loi vise à établir une **commission civile indépendante**, dotée d'un accès illimité à toutes les informations classifiées relatives aux UAPs. Cette instance aurait également pour mission d'évaluer les

 © Activité-Paranormale 2009-2026

implications en matière de défense et de sécurité nationale.

Le texte prévoit même que le **pouvoir exécutif puisse invoquer le droit d'expropriation (eminent domain)** pour récupérer ces objets, si ceux-ci sont entre les mains d'acteurs privés. Autre innovation majeure : un **plan de divulgation contrôlée**, permettant de préparer les autorités, les citoyens et la communauté internationale à l'impact d'éventuelles révélations majeures.

Trop de plans, pas assez d'actions ?

Mais alors que les annonces se multiplient, une question demeure : **la divulgation est-elle freinée par une surabondance de comités et de stratégies, au détriment d'actions concrètes ?**

Pour certains analystes, les efforts législatifs en cours représentent un tournant historique, un premier pas vers la vérité. Pour d'autres, il ne s'agit que de **poussière jetée aux yeux du public** pour gagner du temps, éviter la panique… ou préserver des intérêts bien moins nobles que la recherche scientifique.

La Sol Foundation appelle à faire de cette divulgation un projet **global, diplomatique, partagé**. Mais entre les enjeux de sécurité, les répercussions géopolitiques et les bouleversements culturels potentiels, l'humanité est-elle vraiment prête à entendre que nous ne sommes peut-être pas seuls ?

O.V.N.I. - 21 mai 2025 - Wakonda - CC BY 2.5